



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises



« Chimie électorale » en 11 lettres...
dans les mots croisés de Télérama...

A la mairie de Cheyenne, aux États-Unis, se présente VIC, un candidat virtuel. Derrière cette intelligence artificielle baptisée « Virtual Integrated Citizen » (« citoyen virtuel intégré ») se cache un vrai homme, antisystème. Bientôt l'IA dans l'isoloir ?

85 020 candidats/es restent sans affectation par Parcoursup, soit 10 000 de plus que l'an dernier. Ils auront (peut-être) une proposition le... 12 septembre. Le temps de faire les vendanges ?

Au Maroc, Omar Radi et Mââti Monjib viennent d'être libérés avec plusieurs autres journalistes après près de 10 années de prison. La grâce royale après l'acharnement.

Agenda militant

24 au 28 septembre 2024

[Village des initiatives locales en Loire-Atlantique](#)

1er Octobre 2024

[Les 20 ans du réseau Tempo territorial](#) :
de 9h30 à 17h -
Au Musée Social, 5 rue las cases, Paris 7°.

Il n'est plus temps de tergiverser



Les électeurs ont envoyé un message clair : ils veulent vivre dans la justice sociale, la dignité et le respect de la planète. Même Macron est obligé de le reconnaître. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que cela implique une autre politique fondée notamment sur un développement des services publics au-delà de leur périmètre actuel pour répondre aux nouveaux besoins de la société.

L'enjeu est immense : les services publics sont un des plus puissants moyens de réduction des inégalités en France. En redistribuant les richesses du pays de manière égale pour tous, ils permettent aux plus défavorisées de satisfaire des besoins essentiels sans passer par le secteur privé marchand.

Promouvoir les services publics ce n'est pas défendre une administration menacée, mais **développer un projet de société égalitaire où les besoins sont définis collectivement, sans laisser aux marchés le soin de les déterminer et d'en tirer profit.**

C'est précisément pour cette raison qu'ils sont devenus l'ennemi à abattre pour les tenants du néolibéralisme dont l'objectif est d'élargir le champ de la marchandise afin d'augmenter les profits. En France et en Europe, la droite, l'extrême-droite et une partie de la social-démocratie veulent en finir avec les services publics prétextant le « coût » trop important qu'ils représentent. Sous leurs coups de boutoir, l'égalité des droits à la santé, à l'école, au transport, au logement n'est désormais plus assurée en France. Le gouvernement dit démissionnaire s'apprête à reconduire pour 2025 un budget fondé essentiellement sur la poursuite de la baisse des dépenses publiques.

Et ce n'est pas la nomination de Barnier qui va nous rassurer !

Prenons la situation comme un signal : sans attendre, les citoyens/nes, les syndicats, les associations doivent se mobiliser pour exiger le respect de la volonté des électeurs/trices. Cette mobilisation a déjà commencé à modifier le paysage politique depuis les élections législatives. Elle doit se poursuivre sur le terrain. Un exemple parmi d'autres : les maires de 44 communes des Côtes d'Armor, avec l'accord de l'opposition de droite, ont publié un arrêté municipal visant à pallier le « trouble à l'ordre public que représente l'inégalité d'accès aux soins ». **Ils mettent l'Etat en demeure de mettre en place un plan d'urgence d'accès aux soins pour leur département. Ce type de démarche annonce de nouveaux rapports entre les citoyens/nes et l'institutionnel.** ●

JOSIANE
ZARKA



Ukraine : mouvements sociaux en lutte



©Ceriseslacooperative.info

« Nous devons lutter sur deux fronts » nous confiait Yana il y a quelques mois : « contre l'impérialisme russe et son agression contre notre pays et contre le capitalisme oligarchique... et patriarcal ici en Ukraine ». Yana est membre du groupe féministe Bilkis qui déploie d'immenses efforts depuis le début de la guerre pour aider les femmes victimes de la guerre mais qui dénonce aussi l'oppression des femmes dans la société ukrainienne et, comme ses sœurs occidentales, distribue des tracts, organise des réunions publiques ou occupe la rue. Bilkis compte également dans ses rangs des soldates. « Le pacifisme est un luxe que nous ne pouvons pas nous permettre » explique Yana. L'armée ukrainienne compte dans ses rangs une association féministe de soldates, Veteranka, qui combat le sexisme dans l'institution militaire. Mais actuellement, cette lutte sur deux fronts, c'est à Lviv qu'elle s'illustre le plus douloureusement. 6 000 mineurs/es ne sont plus ou partiellement plus payés/es par l'Etat depuis plusieurs mois. 40% du salaire pour ceux ou celles qui travaillent au fond de la mine, rien pour ceux et celles en surface. « Les salaires impayés non seulement aggravent les difficultés financières des familles minières, mais ... privent également de la possibilité d'aider plus de 800 employés/es de l'entreprise qui sont dans les forces armées ukrainiennes et auxquels ils/elles (les mineurs/es) fournissent tout le nécessaire (munitions, drones, voitures, etc.) » explique Myroslava Kaftan, la présidente du syndicat. Le 1^{er} août, malgré la loi martiale qui interdit tout rassemblement sur la voie publique, les mineurs/es se sont rendus/es devant le ministère de l'énergie à Kviv. Leurs pancartes disaient « Rendez nos salaires », « Nos familles aussi veulent manger ». L'autre secteur où l'on déteste le mot « optimisation », dont les Ukrainiens/nes ont appris le sens avec la politique néo-libérale menée depuis des années en Ukraine, est celui de la santé. Aux plus de 1 200 infrastructures de santé détruites ou endommagées (comme le bombardement russe le 8 juillet dernier de l'hôpital pour enfants de Kviv en témoigne), au nombre de personnels soignants tués, s'ajoute une politique de fermetures d'hôpitaux, de réduction de personnel... et là aussi des retards considérables dans le paiement de salaires notamment des infirmières. Nina, un des syndicats les plus combatifs du secteur, mène également le double combat. Certains/es de ses membres sont sur le front et soignent les blessés, mais le syndicat doit mener aussi la lutte pour défendre les salariés/es à l'arrière. Le moyen le plus efficace est de créer des syndicats et contrôler tout de l'intérieur... Ainsi, « gérer et contrôler les hôpitaux est possible si nous commençons par élire le directeur par le personnel lui-même » explique la présidente du syndicat indépendant Oksana Slobodiana. **De l'issue de ce double combat contre l'agression impérialiste russe et pour une transformation sociale, socialement juste, dépendra le visage de l'Ukraine de demain.**

● PATRICK LE TRÉHONDAT

Venezuela : paroles de syndicalistes



©Ceriseslacooperative.info

Nous avons dialogué ces derniers jours¹ avec Roberto López Sánchez du Comité national pour le conflit des travailleurs en lutte (CNCTL) et José Bodas Lugo secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole, du gaz, similaires et dérivés du Venezuela.

Leurs propos reprennent [le communiqué du CNCTL de mi-août](#) : « *Le gouvernement vole nos salaires, nos pensions, nos droits du travail et se livre à une fraude électorale et à un auto-coup d'État. Nous appelons les travailleurs et travailleuses du monde entier à manifester leur solidarité* ». L'usurpation par Maduro et sa clique du résultat de l'élection présidentielle a été largement documentée. Pour les camarades, ce fut la goutte d'eau qui déclencha les manifestations de fin juillet, dans plusieurs villes ; le

contexte, c'est la misère et la répression, depuis longtemps. L'espoir n'est pas dans l'opposition dite « libérale », mais dans les mouvements sociaux qui résistent. Le gouvernement a déclenché une répression féroce : des dizaines de morts, des blessé-es, des milliers d'arrestations (énormément de jeunes des quartiers populaires), des condamnations expéditives aux travaux forcés pour « rééduquer » (en obligeant les condamné-es à crier « Chávez vive » ou encore à travers la lecture publique « d'aveux »), etc. Les camarades rappellent que c'est la suite de nombreuses attaques anti-ouvrières, antipopulaires : répression envers le syndicalisme indépendant, quasi-suppression des salaires remplacés par des primes, pensions de retraite gelées, liens forts entre le régime et le patronat, remise de l'industrie pétrolière aux mains de grandes entreprises privées, détérioration des services publics, ...

● VIOLETA GALLARDO ET CHRISTIAN MAHIEUX

1. Au Venezuela, comme en Ukraine ou dans d'autres régions du monde, le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) essaie de prendre les informations auprès des travailleurs et des travailleuses, des mouvements sociaux qui sont sur place ; faire circuler ces avis de première main est une nécessité pour la démocratie et pour une solidarité efficace.

Rien ne va plus !

Quand Cerises évoque la nécessité de s'en prendre aux profits du capital, on pourrait penser qu'il s'agit d'un dogme loin de l'actualité. Eh bien regardons-y.

L'Espagne a créé une taxe sur les grandes fortunes pour les exercices 2022 et 2023, la Grande Bretagne travailliste ou Kamala Harris aux USA envisagent de taxer les très grandes fortunes et d'agir contre leur fraude fiscale. En Italie pour Melloni, il s'agit de doubler l'impôt des compagnies étrangères afin de favoriser les entreprises italiennes. Et l'UE sous l'égide de l'OCDE vise un taux d'imposition des multinationales de 15% !

Que se passe-t-il ?

Les forces les plus réactionnaires sont conscientes d'une formidable contradiction : il y a 3000 milliardaires sur la planète. La croissance de leur fortune est exponentielle. Elle dépasse les 13% du PIB mondial. L'absence de rentrées entraîne de lourds déficits et baisse des moyens des états y compris pour faire face au désordre écologique. Le coût social est un affaïssement des services assurés au public. Et les cadeaux fiscaux pour être dit-on attractifs n'empêchent pas les délocalisations. Politique qui touche non seulement les plus pauvres mais l'ensemble des populations. Difficile de continuer à faire comme si....

Les propositions sont pourtant « gentilles » : un impôt de 2% sur les 3000 plus grosses fortunes apporterait 180 à 230 milliards d'Euros – ce taux d'imposition resterait plus faible que pour les PME. Mais la question de principe est posée. Oh discrètement ; si elle devenait trop publique, quid de la retraite, des services publics, du Smic ? Est-ce pour cela que Macron se fait si discret sur la question ? Peut-être que syndicats, NFP, associations pourraient s'engouffrer dans la brèche.

● PIERRE ZARKA



©formesdeslutt.es.org

DE QUOI LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE EST-IL LE NOM ?

Impasse politique ? Impasse des mobilisations populaires ?

Cette rentrée est inédite. Le président refuse de reconnaître sa défaite, et n'a toujours pas nommé de 1er ministre (à l'heure où ces lignes sont écrites), 2 mois après les élections législatives qui ont acté la défaite de son groupe et le refus de poursuivre sa politique néolibérale.

Comment concrétiser cette première victoire politique de la gauche dans son ensemble, pas seulement circonscrite aux seuls partis ?

MODE D'EMPLOI : À DÉFINIR...

A travers le résultat des élections législatives, une majorité d'électeurs-trices semble avoir exprimé, chacun à leur manière et au-delà du rejet du Rassemblement National, leurs refus des politiques néo-libérales et leur volonté de voir mise en œuvre une politique qui permette de vivre dans la justice sociale, la dignité et le respect de la planète.

Mais en cette rentrée une question se pose. Retraites, salaires, écologie, services publics... **Comment la colère sociale, les revendications de plus de justice, plus d'égalité peuvent se concrétiser dans des décisions politiques conformes à ces aspirations ?**

Suffira-t-il d'en appeler à d'hypothétiques majorités de projet à l'Assemblée nationale ? Ou bien les citoyens-nes rassemblés-es, les jeunes, les syndicats, les associations, ceux et celles-là même qui ont permis le succès du NFP, doivent-elles continuer à se mobiliser pour exiger le respect de la volonté des électeurs et des électrices et notamment la mise en œuvre du volet d'urgence du programme du NFP ? Comment le NFP peut-il ne

pas se résumer à un cartel de partis ? Ou une majorité électorale ? Comment poursuivre le processus d'appropriation qui s'est construit lors de la campagne électorale ?

Au passage, c'est bien la grève générale en 1936 qui a permis d'imposer les conquêtes sociales du Front populaire que nous connaissons...

Comment les organisations, déjà mobilisées pourraient-elle contribuer à cette mobilisation ?

A chaque fois que la gauche a été au pouvoir, les espoirs des citoyens-nes se sont fracassés notamment sur « le mur de l'argent ». Peut-on briser ce cycle infernal de la défaite qui a conduit au vote RN ? Un rassemblement de toutes les forces qui aspirent au changement est-il possible pour puiser dans les immenses profits des multinationales et des banques ? Pour inverser les logiques de division et reconstruire des solidarités ? Pour redonner une humanité aux rapports entre les personnes et entre les peuples ? Concrètement, comment préserver l'unité du mouvement tout en rompant avec

la logique des dominations, notamment des puissances d'argent ?

Sophie Binet, secrétaire de la CGT, dans une interview à Médiapart avant les élections en appelait à la convergence du social et du politique. Elle rappelait que la lutte antifasciste des années 40 s'était accompagnée de la construction du programme du CNR dans lequel syndicats et partis politiques œuvraient ensemble. Comment apprécier cette démarche ? N'a-t-elle pas déjà commencé à porter ses fruits dans la campagne des législatives ?

Lou Chenet et Alice Picard d'Attac, Karl Ghazi syndicaliste CGT, Benoit Teste secrétaire général de la FSU, Arya Meroni militante féministe, Muriel Guilbert et Julie Ferrua porte-parole de Solidaires Jean Pierre Martin militant de Mes services publics, Laurent Eyraud-Chaume et Pierre Zarka tentent chacun/e d'apporter des réponses à des interrogations largement partagées en cette rentrée particulière.

● La rédaction

INDÉPENDANCE MAIS PAS INDIFFÉRENCE

Si la coalition du Nouveau Front Populaire est arrivée en tête des élections législatives, c'est en partie grâce aux organisations du mouvement social qui se sont mobilisées pour que le scénario catastrophe de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite n'ait pas lieu. Malgré une très forte poussée de l'extrême droite le pire a été évité, mais nous devons considérer ceci comme un sursis. Il est urgent de changer de politique pour éviter que la catastrophe ne se produise en 2027, et les atermoiements actuels de Macron (à l'heure où nous écrivons il n'a toujours pas désigné le ou la première ministre) laissent un flou important et préoccupant sur la politique sociale, environnementale qui sera menée.

L'Union syndicale Solidaires a eu un positionnement lors de cette crise politique qui a consisté à dire qu'elle agira par tous les moyens contre l'extrême droite, en portant notamment des mesures d'urgences sociales pour arrêter la fuite en avant de plus en plus d'électeur-trices vers le RN. Et en produisant des argumentaires pointant les votes, les actes et les propos du RN pour démontrer à quel point l'extrême droite est une imposture sociale.

C'était une position qui représentait un point d'équilibre interne entre les syndicats de Solidaires qui ont directement appelé au vote pour la coalition du NFP et ceux qui ont fait prévaloir l'indépendance du syndicat vis à vis des partis politiques. Ceci a permis à l'Union syndicale Solidaires d'être active dans les initiatives pré-électorales au côté des organisations du mouvement social dans les différents meetings et événements et à la fois de préserver notre indépendance vis à vis d'un futur gouvernement.

Cette articulation a montré sa grande pertinence

Certain-es ont pu y voir de la frilosité alors que la CGT et la FSU par exemple ont explicitement appelé à voter pour la coalition du NFP. Il ne s'agit pas ici bien sûr de critiquer le choix des autres organisations, mais d'expliquer ce positionnement.

Solidaires a déjà appelé à ce qu'il n'y ait pas une voix pour l'extrême droite lors des élections présidentielles et la position prise en juin préserve de deux écueils possibles :

- celui de penser que si un gouvernement « NFP » est finalement constitué il suffirait de laisser leur programme se mettre en place pour voir les revendications sociales du syndicat enfin être concrétisées. Or on sait que le patronat et globalement les tenants de ce système capitaliste feraient tout pour mettre des bâtons dans les roues pour l'empêcher. Un rapport de force sera donc encore nécessaire.

- celui de penser que le syndicat peut arrêter d'être un contre-pouvoir : évidemment qu'un gouvernement qui présenterait l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, et reviendrait sur la casse des services publics serait favorable à l'intérêt des travailleurs et travailleuses que doivent représenter les syndicats.

Mais l'échiquier politique confus,

ou très éclaté, y compris à l'assemblée nationale peut aussi laisser des compromis voir des renoncements de programme qui iraient au final à l'encontre de cet intérêt... les exemples dans l'histoire sont malheureusement nombreux.

L'existence de contre-pouvoir, syndicats, presse, organismes indépendants, associations, y compris diversité des partis politiques sont les garants d'une réelle démocratie, il est important de le rappeler, particulièrement dans les moments de « crise » et alors que les libertés publiques ont été gravement remises en cause par les derniers gouvernements.

Et maintenant, que faire et quelle voie d'équilibre trouver ?

- il faut que les syndicats construisent un mouvement unitaire dès la rentrée, qui reprend le chemin de luttes gagnantes, en cernant les priorités, gagner l'abrogation de la réforme des retraites de 2023 qui a mobilisé des millions de personnes dans la rue, gagner sur des augmentations de salaires (privé et public), et revenir totalement sur la casse de tous les services publics : c'est en ce sens que notre comité national de mi-juillet s'est exprimé. **C'est ainsi répondre directement aux aspirations de la**

De quoi le Nouveau Front Populaire est-il le nom ?



©formesdeslutttes.org

population pour du changement concret, et instaurer un rapport de force avec le patronat au-delà de peser sur telle ou telle force politique.

- c'est réinterroger nos pratiques et manières de militer :

- combattre les déserts syndicaux, être présent-es encore plus dans tous les collectifs de travail
- cela passe par (re-)convaincre de la capacité collective de gagner, et aussi par la pertinence de la lutte au-delà de retrouver une vraie « écoute » des syndicats
- travailler amplement sur les questions de racisme, et autres formes de domination dont l'extrême droite fait son lit
- cela passe aussi par essayer de porter nos revendications et nos luttes en inter-syndicale large

Solidaires a toujours privilégié les liens avec les associations, organisations et collectifs du mouvement social que ce soit sur les questions féministes, environnementales, du logement, de l'économie... Cette articulation a montré sa grande pertinence particulièrement ces derniers mois. Il s'agit de réfléchir comment le rassemblement peut être plus efficace, respectueux des diversités, et en lien avec des organisations politiques, tout en préservant l'indépendance et le lien direct avec les travailleurs et travailleuses dans la période qui s'ouvre.

● **Murielle Guilbert et Julie Ferrua**
Co-déléguées de l'Union syndicale Solidaires

TENIR ENSEMBLE VERS UN HORIZON ANTIFASCISTE ET DE JUSTICE SOCIALE

Les élections législatives du mois de juin dernier n'ont pas permis de dégager de majorité absolue et le pays apparaît profondément divisé en trois blocs, sans accords ni compromis possibles, et donc impossible à gouverner. Il serait cependant faux de dire que la situation est illisible. Au contraire, on peut tirer au-moins deux grandes leçons de ces élections :

▪ **Premièrement la politique d'Emmanuel Macron a été largement rejetée.**

Son parti Renaissance, voit son nombre de sièges fondre (de 170 en 2022 à 98 en 2024) et la coalition présidentielle, incluant le MoDem et Horizons, passe de 250 sièges à 163 (dont 35 sauvés uniquement grâce au désistement des candidatures du Nouveau Front Populaire).

▪ **Deuxièmement, le barrage républicain reste puissant.**

La forte mobilisation de la société civile, le désistement automatique des candidats/es du NFP, et la participation des électeurs/rices ont déjoué les pronostics en limitant la progression du Rassemblement National (qui passe tout de même de 89 à 143 sièges, ce qui reste alarmant).

Ainsi, d'avantage que la victoire relative du NFP, ce sont plutôt **ces deux enseignements qui légitimeraient la mise en place d'un gouvernement de rupture** pour contrer à la fois une politique économique austéritaire (réformes des retraites et du chômage par exemple) et une dérive illibérale et idéologique vers l'extrême droite (lois sécurité globale et immigration par exemple). Or les tractations de la fin

du mois de juillet révèlent, s'il en était besoin, que le pouvoir macroniste, pour garantir la « stabilité institutionnelle » refuse tout compromis sur sa politique économique mais s'accommode tout à fait de discuter avec l'extrême-droite dont il a désespérément besoin pour s'assurer une majorité à l'Assemblée Nationale. **La mobilisation de la société civile va donc**

être essentielle pour tenir à nouveau le rempart démocratique face à des institutions à bout de souffle et qui ne constituent pas l'alpha et l'omega de la vie politique et citoyenne. Pour cela, il va être nécessaire de maintenir et de consolider, à tous les niveaux, les alliances solides sur la base de revendications antifascistes et progressistes.

C'est cette unité qui a été saluée par deux fois : en 2023 lorsque l'intersyndicale a fait front commun durant de longs mois contre la réforme des retraites puis en 2024 dans le champ partisan de gauche. Les victoires ne sont pas immédiates et totales certes, mais les luttes permettent de construire peu à peu la confiance politique et sont des occasions de politisation de personnes nouvelles. **La transformation de mo-**

bilisations intenses, mais limitées dans le temps, en mouvements de long terme capables de porter largement des horizons émancipateurs est l'enjeu auquel sont confrontés les mouvements sociaux. Attac prendra toute sa part pour que la bataille soit la plus unitaire possible et qu'elle se nourrisse des luttes qui, si elles sont menées localement, n'en sont pas moins porteuses d'imaginaires alternatifs puissants. L'une des étapes clefs de ces prochaines semaines sera le débat autour du Projet de Loi de Finances qui dessinera la politique budgétaire 2025 et dans lequel Attac portera ses mesures de justice fiscale.

● Lou Chesné & Alice Picard



©formesdesluttes.org

Des luttes porteuses d'imaginaires alternatifs puissants

LA POLITIQUE, C'EST UNE CHOSE TROP GRAVE POUR LA CONFIER AUX SEULS PARTIS !

Une nouvelle Assemblée nationale a été élue le 7 juillet dernier, dont la composition politique a déjoué tous les pronostics. Trois grands blocs s'y distinguent, le premier étant celui du nouveau Front Populaire (NFP) qui comporte 193 députés.

Alors que 289 députés sont nécessaires pour obtenir une majorité absolue, le NFP, s'il veut appliquer son programme, ne pourra pas compter sur ses seuls élus.

Comment faire alors, pour satisfaire les principales revendications exprimées dans le vote et dans les sondages qui ont immédiatement suivi les élections législatives ? Comment surmonter l'arithmétique née d'un front républicain qui a certes jugulé le RN, mais qui a permis le maintien d'un groupe macroniste important ?

Nous faisons face à une arithmétique défavorable, à un calendrier serré et à deux questions importantes : la première, c'est la propension des forces de gauche à la division, qui n'a été surmontée aux législatives qu'en raison de la menace extrême d'une arrivée de l'extrême-droite au pouvoir.

La seconde, c'est que même lorsqu'elle était majoritaire à l'Assemblée, la gauche a capitulé à 3 reprises face au rouleau compresseur néolibéral (1983, 1997 et 2012).

Ces capitulations pèsent aujourd'hui très lourd : ce sont elles qui sont la cause de l'abstention électorale d'une part importante des catégories populaires, qui affaiblissent la gauche et font du RN la force politique la plus importante.

Il nous faut donc parvenir à maintenir l'unité, mettre à l'ordre du jour les mesures contenues dans le programme du NFP et les faire aboutir pour démonéti-

ser le RN. Et si nous n'y parvenons pas, il faudra que ce ne soit ni de notre désunion, ni de notre renoncement. Si nous échouons, mais que notre échec faisait apparaître clairement que le seul bloc politique qui porte les aspirations populaires, c'est le NFP, alors nous pourrions affronter plus sereinement une échéance électorale qui pourrait se présenter dans 11 mois au plus tôt et dans 33 mois au plus tard.

Garantir l'unité, c'est continuer de faire vivre le NFP comme il a vécu pendant la campagne des législatives, comme un véritable front populaire qui entraîne les partis et dans lequel le monde syndical, monde associatif et toutes ces personnes nées au militantisme à cette occasion jouent un rôle essentiel. Livrés à eux-mêmes, les partis politiques seraient à nouveau prisonniers de leur course à l'échalotte pour déterminer qui, parmi eux, serait le nain le plus grand.

Garantir la défense du programme du NFP, c'est organiser tous ensemble, localement et nationalement, la mobilisation pour porter son programme de progrès social et démocratique.

Échaudées par un passé marqué par une trop grande proximité avec les partis, les organisations syndicales avaient poussé trop loin le balancier de la prise de distance, confondant parfois la politique et les partis politiques. La gravité de la situation doit nous inciter à poursuivre dans ce que nous avons, heureusement, initié lors des législatives.



©formesdeslutttes.org

Si, comme le confirment les études et les sondages, les Français ne sont pas racistes dans leur grande majorité (rapport CNCDDH de novembre 2023), s'il est vrai que leurs deux principales préoccupations, bien avant les questions d'immigration, ce sont le pouvoir d'achat et le système social (sondage IPSOS-La Tribune Juillet 2024), alors, la balle est dans notre camp.

Sachons la saisir en mettant en place localement un Nouveau Front Populaire qui soit le lieu de rassemblement, de débats, de décisions et de luttes de toutes celles et ceux qui se battent pour le progrès social, l'antiracisme, le féminisme et une démocratie réelle.

● **Karl Ghazi**, syndicaliste

IMPASSE OU DÉMARRAGE

Au moment où j'écris, on nous fait attendre la suite « d'en haut » comme si c'était au-dessus de nous, que tout se jouait, qu'une fois la législative passée, là s'arrêtaient notre rôle de citoyen/ne. Et plus on attend la décision de Macron plus on en fait Le Roi. Les « ministres démissionnaires », sont devenus des ministres intouchables. Le gouvernement n'existant pas, le Parlement ne peut plus lui demander des comptes. Nous vivons un coup d'État permanent. Et si on se rapporte aussi aux millions d'hommes et de femmes désabusé/es, on peut considérer que pour les deux camps le système de « démocratie parlementaire » est grippé.

Nous vivons une vraie crise de régime. Ce mot crise dit que cela ne peut pas continuer, ni rester en l'état ni revenir en arrière. Que reste-t-il ? Soit l'enlisement vers un déclin comme cela s'est parfois produit dans l'Histoire, soit un franchissement net d'époque. Cette seconde solution est tentée par Macron : coups de force par 49-3 et/ou période de transition gouvernementale qui n'en finit pas.

On utilise l'état des forces à l'Assemblée nationale comme devant faire de l'acceptable pour le loup et l'agneau, comme si faire de l'eau tiède était raisonnable. Et nous ? Allons-nous répéter « Union de la gauche » ? Comme dans les années 1970, comme en 81, puis comme en 88 ; comme en 97 comme en 2012 ? Ou devons-nous prendre à bras le corps la nécessité de briser le cadre institutionnel qui nous enferme ? Oui, « briser » !

Le législatif c'est le peuple, au-delà de la distinction des électors. Les résultats disent combien le vote NFP, les abstentions et même pour une part l'exaspération qui a poussé vers le RN, une majorité de femmes et d'hommes ne veulent plus de ce système où à tous les coups ils sont perdants. Mais là un enjeu apparaît : la nature des mobilisations populaires et des générations montantes : récupération par le capital ou processus de ruptures ?

Que recèle cette période chaotique et contradictoire ? Désir de Justice et désir de pouvoir envisager son devenir avec confiance. Besoin de reconnaissance de soi. Donc d'une identité collective.

**Prendre à bras le corps
la nécessité de briser
le cadre institutionnel**



©formesdeslutt.es.org

Là on est devant ce choix : monde du travail ou « français de souche » ? Or depuis les retraites, les personnes indispensables sont devenues : les soignants, les éboueurs, les raffineurs de pétrole, les cheminots, les enseignants... bref, le monde du travail. A l'opposé se trouve le monde de la finance. Cette identité collective croissante se heurte à un double obstacle : Être citoyen/ne seulement le jour d'une élection et/ou croire que l'extrême droite est hors système. Qui sera le plus audible des milieux populaires délaissés ? N'est-il pas temps qu'au cœur du tumulte commence à émerger des pistes de solutions ? Ne peut-on pas faire du sentiment d'injustice une clé pour dégager de nouveaux moyens ?

Le nouveau Front Populaire l'a-t-il saisi ? N'est-il pas encore trop sur le registre « on vous a entendu, on va vous régler ça... » ? Ne limite-t-il pas son champ d'action aux partis ou à « son » électorat ? Ne devrait-il pas envisager que la majorité de la population au-delà de ses préférences partisans le constitue ? Celles et ceux qui ont refusé la réforme des retraites de Macron ; l'accroissement des inégalités, la destruction des services publics et de la nature. Les atteintes croissantes aux libertés ? Forts du message du résultat électoral (encore une fois, pas seulement celui du nouveau Front Populaire) ne peut-on pas faire de cette période d'instabilité et du sentiment d'impasse le démarrage d'un investissement de la sphère politique par la foule ? Pas la foule idéalisée mais comme lieu de confrontations d'idées et d'expériences pour élaborer et imposer en actes des mesures réellement transformatrices.

● Pierre Zarka

SYNDICATS, PARTIS, SOCIÉTÉ CIVILE : LE NFP PEUT REBATTRE LES CARTES

Drôle de rentrée. Pour commencer par le côté pile, c'est d'abord le soulagement mêlé de fierté d'avoir déjoué les pronostics d'une victoire de l'extrême droite. Premier enseignement : les syndicats et la société civile peuvent participer d'une dynamique, d'un « état d'esprit » unitaire qui pèse sur le réel, il a beaucoup compté que ce soit dans la constitution même du NFP ou au moment de faire « front démocratique » en vue du second tour. D'un point de vue syndical domine le sentiment d'avoir su, devant l'imminence du péril, faire un pas de plus, certes en prenant quelques risques, dans l'implication dans une dynamique politique, celle du Nouveau Front populaire pour ce qui concerne la FSU et la CGT, et aussi dans celle qui a limité ses expressions à faire « front démocratique » contre l'extrême droite, cette fois-ci dans un cadre à 5 syndicats, tout en préservant, c'est du moins ce dont nous avons été soucieux, notre indépendance. Un deuxième enseignement : la période appelle à faire du neuf sur les relations syndicats – partis, qui ne sauraient être l'instrumentalisation des uns par les autres, mais qui ne sauraient être non plus une course « chacun dans son couloir ». Les syndicats partent toujours du point de vue du monde du travail et ont des exigences qu'ils maintiennent quelles que soient les forces au pouvoir, car ils sont fondamentalement des contre-pouvoirs. Il faudra formaliser davantage, sans les figer, les cadres

La période appelle à faire du neuf sur les relations syndicats – partis



©formesdesluttes.org

d'échange et les cadres militants partout sur le territoire.

Tous les possibles sont ouverts. La victoire relative du NFP confirme l'aspiration d'une part importante de la population à la rupture avec les politiques néolibérales qui, sur fond d'austérité budgétaire et d'injustice fiscale sacrifient les salarié-es et les services publics. Cette victoire a déjà permis des succès, qu'il s'agisse de l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, de l'éloignement de la perspective d'une nouvelle attaque contre le statut de la Fonction publique, ou la remise en question, certes très partielle, du « choc des savoirs ». Quand bien même ce ne serait pas un gouvernement NFP qui était nommé (ce qui est inconnu à l'heure où ces lignes sont écrites), de nouveau les leviers existent, cela redonne du courage pour les luttes. C'est bien la grève gé-

nérale en 1936 qui a permis d'imposer les conquêtes sociales du Front populaire, la victoire de la gauche avait donné confiance, les attentes étaient immenses et la conscience qu'il fallait se battre pour les concrétiser aussi. De ce point de vue, les parallèles avec la situation actuelle sont nombreux.

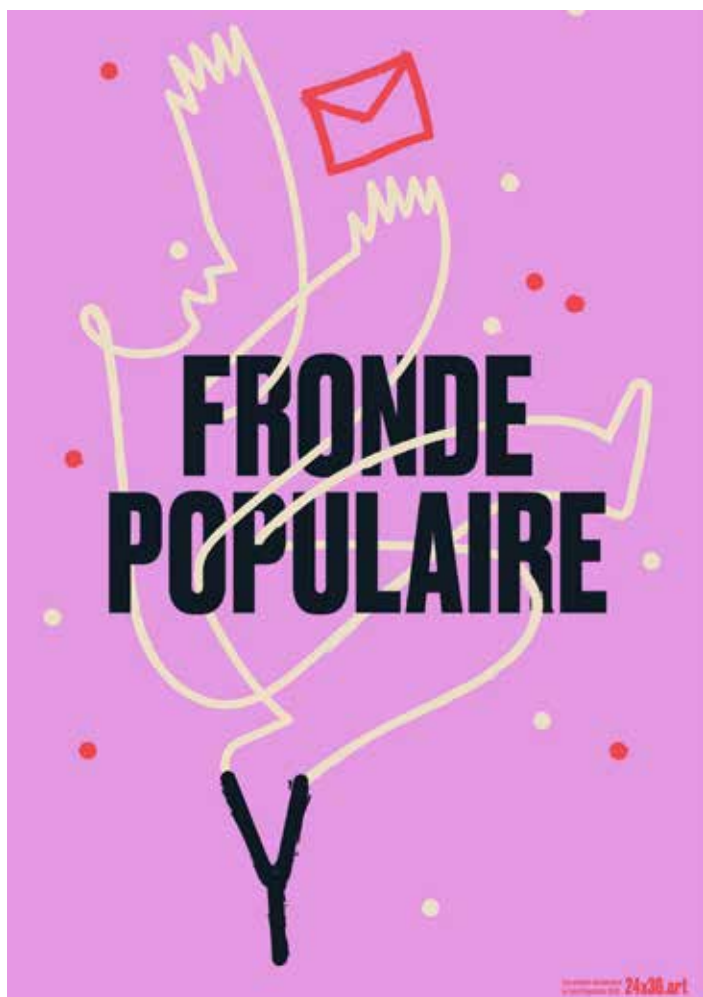
Mais justement parmi la face sombre de la situation politique de rentrée, il peut y avoir à l'inverse le découragement des salarié-es face à un pouvoir qui, quoi qu'il arrive, grèves et manifestations ou vote, s'accroche et mène inexorablement la même politique. Et le NFP, dans la V^e République, n'a « pas autant » gagné que son ancêtre de 1936...

Donner confiance pour que les luttes montent en puissance est donc notre tâche du moment, nous devons, tout au long du mois de septembre, mener tous les combats qui préoccupent directement le monde du travail, par exemple celui contre le choc des savoirs qu'il faut continuer à « enliser ». Tout cela doit préparer une mobilisation d'ampleur au moment du budget, début octobre.

Nous attendons le soutien concret des partis du NFP sur ces luttes, tout comme ils peuvent compter sur une expression positive de notre part sur les mobilisations plus directement politiques auxquelles ils appellent comme le 7 septembre. Les citoyen-nés rassemblé-es, les jeunes, les syndicats, les associations, ceux et celles-là même qui ont permis le succès du NFP, doivent continuer à se mobiliser pour exiger le respect de la volonté des électeurs et des électrices et notamment la mise en œuvre du volet d'urgence du programme du NFP.

● **Benoît Teste**,
secrétaire général de la FSU

SAISIR L'INSTANT : POUR UN FRONT POPULAIRE POLITIQUE ET SOCIAL



Il semble désormais certain qu'il n'y aura pas de gouvernement du NFP dans les prochains mois. Cette situation pouvait être anticipée dès le résultat des élections, étant donné que le NFP ne dispose d'aucune majorité. Cela n'enlève rien au caractère autoritaire du refus de Macron de permettre au NFP de proposer un gouvernement. Pourtant cette impossibilité est aussi une chance car elle permet de construire un mouvement d'ensemble des forces politiques et sociales de gauche capable de battre l'extrême droite en proposant une alternative désirable pour la majorité de la population. Pour ce faire **nous devons reproduire ce qui a été réalisé en juin, c'est-à-dire la jonction du social et du politique.**

Nous devons mener une mobilisation de haute intensité – une mobilisation permanente sur plusieurs mois, voire années - dans laquelle tout le monde mène dans le même geste campagne contre l'extrême droite et pour un programme de rupture. Pour cela deux possibilités qui ne sont pas excluant. La première est de réaliser l'unité totale des organisations sociales et politiques qui proposeraient des axes de campagne, des dates de mobilisations et la mise en place de collectifs unitaires locaux ouverts aux individus afin de permettre à tout le monde de s'emparer de la mobilisation. **La victoire aux élections législatives est autant le résultat de la mobilisation des organisations militantes que des initiatives individuelles. Il faut donc permettre à tout le monde de continuer à se mobiliser, de proposer des initiatives, mais cela ne pourra se faire sans l'existence d'espaces pour structurer la mobilisation.**

L'autre possibilité est que l'ensemble des mouvements sociaux se « politisent » et mènent d'eux-mêmes cette campagne. **En juillet la Coordination Féministe a acté de faire de la lutte contre l'extrême droite sa priorité et d'organiser la prochaine grève féministe du 8 mars dans ce sens.** Il s'agit de construire une grève politique contre l'extrême droite et pour quelques axes revendicatifs centraux qui permettent à la fois de lutter effectivement contre l'extrême droite et de proposer une amélioration durable des conditions matérielles de vie : la lutte contre le racisme, la libre disposition des corps, et un triptyque « baisse du temps de travail-augmentation des salaires-développement des communs ». Ce type de réorientation devrait s'opérer dans l'ensemble des mouvements sociaux. Nous devons être capable de sortir des luttes défensives – quelle que soit l'ampleur des attaques à venir – et de saturer les espaces politiques et sociaux de nos propositions.

Cela doit permettre deux choses. La première c'est de continuer à parler d'alternative avec les classes laborieuses de manière continue, de développer des espaces communs, de préparer autre chose que le chaos néolibéral. C'est seulement ainsi que nous pourrions peut-être arriver à battre le RN et à imposer un pouvoir politique de gauche dans un futur plus ou moins rapproché. La seconde c'est d'imposer, une fois la prise de pouvoir par le NFP, qu'un programme social soit réellement appliqué. Une victoire électorale du NFP après une intense mobilisation rendrait le NFP partiellement dépendant de cette mobilisation. Si cette mobilisation a lieu, elle peut permettre une polarisation plus à gauche du NFP. C'est donc aussi un outil pour que le prochain accord

Sortir des luttes défensives, saturer les espaces politiques et sociaux de nos propositions

électoral ne se fasse pas sous le signe de la « respectabilité politique » - de la capacité de la gauche à rassurer la bourgeoisie que rien ne changera. Mais cette mobilisation nous donnerait aussi de la force et du pouvoir. Si elle était victorieuse elle démontrerait que nous pouvons gagner, que nous pouvons décider, que nous pouvons changer le cours des choses. Or ce pouvoir, une fois obtenu, nous pourrions aussi l'utiliser pour déborder le NFP si celui-ci choisit un destin à la Syriza ou pour nous projeter plus loin encore que l'horizon proposé par la gauche institutionnelle. Car si rien ne garantit de victoire et que nous sommes plus proches de tomber au fond du précipice que de gravir la montagne, il est certain que la prise de conscience de leur pouvoir par les subalternes en lutte est une condition inaliénable de la possibilité effective de réaliser l'escalade.

● **Arya Meroni**,
militante à l'AG féministe Paris-Banlieue
(membre de la Coordination féministe)

QUELLE ALTERNATIVE DE SANTÉ PUBLIQUE AVEC LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE (NFP) ?

Le vote RN battu aux dernières législatives n'indique pas sa défaite. L'affronter sur sa défense des services publics, qui surfe sur le sentiment d'abandon de populations devant les difficultés majeures d'accès aux soins, est un axe concret d'une lutte de conscientisation politique à tenir dans le Nouveau Front Populaire.

En réalité, le RN ne propose aucune autre réelle alternative que le refus de soin aux migrants (Aide Médicale État). Mener une campagne avec le Collectif inter-hôpitaux (C.I.H) qui s'adresse aux 30% de soignants qui ont voté RN, est à soutenir comme thématique des luttes le plus souvent locales contre les fermetures de services de soins, d'urgence ou d'accompagnement médico-social, de maternités par manque organisé de personnels soignants. Cette adresse

Un projet de dépassement émancipateur nécessite de partir de l'action concrète

face au RN concerne tous les services publics en souffrance et producteurs de ce qui fait souffrance psychique, dite de santé mentale des populations, premier poste de remboursement avec la cardiologie de la sécurité sociale. La vacuité du programme santé du RN s'alimente de la défiance du gouvernement, face à la destruction globale des protections et des droits. Le combattre demeure la revendication de la nécessité humaine d'un accès aux soins inconditionnels et de l'Aide Médicale d'État (AME) pour les migrants.

Le NFP est devenu le groupe majoritaire mais sans majorité absolue. La proposition commune de Lucie Castets comme chef du gouvernement centré sur la défense des services publics se heurte à l'Assemblée nationale à la stratégie politique de Macron, et suppose en santé de soutenir de réelles mobilisations concrètes, qui restent aujourd'hui locales.

Ce double rappel concret permet de **construire l'alternative d'une mobilisation commune dans des assemblées citoyennes du NFP élargies à l'ensemble des forces de gauche, des mouvements politiques aux syndicats et aux associations comme la Ligue Des droits de l'Homme.**

La mobilisation possible, face à la destruction par les financiarisations de marchés, est relativement claire pour nombre de militants quand il s'agit de défendre la sécurité sociale solidaire et les services publics de santé. Il en a été de même quand dire Non à une loi retraite scélérate qui impose de travailler 2 ans de plus qui a mobilisé des millions de personnes dans la rue. Les pancartes associant la bonne santé dans la retraite s'associent aux vécus de souffrances au travail issues du travail aliéné du mode de production capitaliste, mais aussi des atteintes permanente aux droits du chômage. La conscience du solidaire dans la population reste cependant à dépasser son vécu d'assurance individuelle, dérive alimentée par l'aval de Marisol Touraine sous la présidence Hollande qui réduit le service public généraliste à un service au public selon ses moyens financiers. Les effets de ce darwinisme social (Michel Husson) sont clairement vécus quand il n'y a plus de réels services publics accessibles, quand la crise des urgences et les déserts sanitaires témoignent de leur destruction, quand le tri dans l'accès aux soins entraîne ses renoncements dans la population. Le vécu traumatique de la subjectivité en crise réactualise les effets mortifères de la pandémie du covid où, face à l'incurie du gouvernement à le traiter, ayant détruit tous les moyens

de santé publique. Les mesures de confinement en ont montré l'exil chez soi et la perte du lien social face au risque de la mort. Les conséquences de santé mentale perdurent au premier plan, ne serait-ce que les suicides dès l'enfance et chez les étudiant.es réduit.es à la précarité sociale des files des restos du cœur pour s'alimenter. Il demeure de cette période de détresse et de précarisation les mobilisations d'usagers en soutien aux soignants qui se conjuguent depuis plusieurs années avec celui de soignants en grève, quand une structure locale ou un service ferme. Ces actions locales ont été en partie rassemblées avec la Coordination de défense des hôpitaux et de maternités de proximité et Le tour de France santé PLFSS récent de NSED, mais restent à confirmer en actions centrales durables

Construire des assemblées populaires NFP appelle donc à se réappropriier concrètement en commun : nous ne partons pas de rien ! L'inscrire dans un projet de dépassement émancipateur nécessite de partir de l'action concrète qui accompagne une réelle réflexion politique

● Jean-Pierre Martin





©Serge d'Ignazio

L'URGENCE POLITIQUE EST CULTURELLE !

Le collectif "Culture Cause Commune", né dans l'idée de nourrir un espace de réflexion et d'action avec la NUPES, a bien sûr rejoint dès le début le Nouveau Front Populaire, pour participer dans un élan vital à sa victoire électorale. Partout en France, nous avons participé à cette mobilisation historique. Par des moyens multiples et originaux, appels et performances, créations graphiques ou musicales, tribunes et prises de paroles, nous avons œuvré avec vigueur pour faire obstacle à l'accession au pouvoir du RN mais aussi pour faire vivre ce Nouveau Front Populaire. En effet, sans concertation ni mots d'ordres, nous avons rejoint la mobilisation sur le terrain, en prenant part aux collages, tractages relationnels et porte à

porte, y amenant aussi notre tonalité sensible dans la palette des modes d'actions citoyens. Dans le risque concret d'une victoire fasciste et aussi dans la réalité de la campagne en elle-même, nous avons toutes touché du doigt les avancées d'un ancrage "culturel" du RN...

Aujourd'hui, alors que le pays a plus que jamais besoin d'une rupture avec les politiques autoritaires et néolibérales, une rupture qui acte rapidement des augmentations de salaires, une planification écologique et un soutien à l'ensemble des services publics, la composition de l'assemblée nationale ne permet pas d'éviter les situations de blocage.

Seule une vaste mobilisation démocratique et populaire pourra permettre l'application du programme du NFP. C'est pourquoi nous participons à la mise en place d'assemblées locales du Nouveau Front Populaire. Renouer avec la bataille des idées et des imaginaires est nécessaire pour ancrer et déployer la victoire du Nouveau Front Populaire. Quelles que soient les péripéties qui se présenteront dans les semaines et les mois qui viennent, ces assemblées locales du Nouveau Front Populaire devront permettre de rompre avec les logiques délégataires qui ont plombé les précédentes expériences d'union de la gauche, et de conforter durablement l'initiative citoyenne.

Les urgences politiques sont culturelles ! La défaite électorale de l'extrême droite sera totale quand nous aurons réussi, patiemment, à proposer un nouveau récit émancipateur qui gagnera dans les esprits et dans les cœurs, quand nous aurons su retisser le désir d'aller vers l'autre, inconnu, comme on irait à la redécouverte de soi-même, quand nos pratiques, fondées sur l'invention en commun et contre la barbarie ethnocentrée, outilleront un monde débarrassé des discriminations et des oppressions systémiques.

Pour cela, avec toutes celles et tous ceux qui sont disponibles, nous souhaitons continuer à faire vivre notre collectif "Culture Cause Commune". Nous souhaitons œuvrer à politiser les enjeux

Politiser les enjeux culturels et rendre visible la part culturelle des enjeux politiques

culturels et rendre visible la part culturelle des enjeux politiques. Nous souhaitons que notre parole soit présente au niveau national dans les futurs lieux de vie du Nouveau Front Populaire mais aussi dans chaque assemblée locale du NFP.

Nous souhaitons ouvrir des espaces de discussions autour du programme "culture" du NFP. En partant des alternatives locales qui existent sur de nombreux territoires, nous pouvons inventer ensemble une refondation des politiques publiques de la culture. Alors que les macronistes et le RN mènent une guerre à l'intelligence, nous savons que notre bataille culturelle passe par une rupture dans la vie médiatique française en cassant les monopoles et la place des grands groupes et en renforçant dans un même mouvement le service public des médias mais aussi une approche citoyenne de l'information par des médias indépendants, pluralistes et créatifs, qui mêlent rigueur journalistique et implication populaire.

Notre collectif, qui rassemble des usagers et professionnel-le-s des arts et de la culture et des militant-e-s de toutes les organisations politiques, syndicales et



©©24x36.art

associatives, est ouvert à toutes celles et ceux qui savent l'urgence à mener cette mobilisation commune, dans une démocratie revivifiée par la liberté de création et d'expression.

● Laurent Eyraud-Chaume

Jeux Olympiques et Paralympiques, suites



Game over ? L'autre héritage

Si les JO 2024 ont incontestablement suscité, certes tardivement, un engouement de la population, on peut craindre que l'héritage annoncé ne soit pas de la teneur annoncée. On verra ce que deviendra le village olympique, quelles suites aura le succès magnifique de Station Africa (à l'Île-Saint-Denis)¹, village du monde, multiculturel, d'une grande qualité et plein de vie.

Mais ces JOP auront été l'occasion d'un déploiement sans précédent de mesures de police (qui ont fait l'effort d'être avenantes), d'un déploiement policier d'ampleur (municipal, national comme privé) qu'une partie de la population et le public apprécient favorablement. Mais beaucoup de jeunes n'ont pas voulu risquer la proximité avec ces forces de l'ordre. Quant aux « sans papiers », ils ont évité l'OQTF. Tous dispositifs dont le ministre de l'intérieur, liquidant les affaires courantes et en visite à Saint-Denis, a assuré le maintien au-delà des jeux. De même que les innovations

technologiques : reconnaissance faciale, assistance IA, etc. qui dessinent une société de surveillance renforcée par la vidéosurveillance algorithmique, simple outil technique selon le directeur de la police municipale² !

Cette société de surveillance dont Macron et Darmanin ont tissé la toile s'accompagne d'un autoritarisme renouvelé. **Toutes ces mesures ont été prises en catimini. La loi JO a autorisé de contourner conseils municipaux et autorités de contrôle.** Les libertés individuelles ont morflé : assignations à résidence, interpellations préventives, contrôle par QR code des résident·e·s et zonage que la seule sécurisation des sites olympiques ne peut entièrement justifier... On remarquera que la hausse considérable des tarifs de transports publics franciliens a complété le tri des populations « visiteuses ».

Selon les associations, **15 000 personnes ont été déplacées : sdf, ré-**

sidences sociales, chambres universitaires « libérées » de leur résident·e·s : combien pourront revenir ? Combien de locaux olympiques seront effectivement mis à disposition des populations locales, des étudiant·e·s, des personnes âgées ? Les locaux seront libérés le 8 septembre, la rentrée universitaire est dans la foulée, comment jouera cette sinistre concurrence entre SAMU social (115), résidences, CCAS et ONG ? 4 incendies ont sévi durant l'été. Aucune procédure transparente n'a été mise en place pour la réaffectation de ces locaux. Ça va être sportif !

Autre 'drôle' d'héritage, des salariés de Paris 2024 se sont rapprochés de la CGT pour faire valoir leurs droits. Le COJOP (entité qui organise les JOP) a fait signer 2800 contrats forfait-jour, ce qui permet à l'employeur de faire travailler plus, et au travailleur de gagner moins. Ce sont la plupart du temps des contrats abusifs. Témoignages à l'appui, les illégalités font florès. C'est pas la fête pour tout le monde !

● Patrick Vassallo

1. [Station Afrique à l'Île Saint-Denis](#)

2. [Vidéo surveillance algorithmique à Saint-Denis](#)

Cérémonies d'ouverture : une claque monumentale aux idéologies nauséabondes et mortifères

Donald Trump, Viktor Orban, Elon Musk, Erdogan ont eu du mal à s'en remettre. Les télévisions SNRT au Maroc, NBC aux Etats-Unis n'ont pas diffusé entièrement la cérémonie. L'extrême droite en France était en PLS....

Toutes les polémiques autour de la prestation de Philippe Katerine, Dionysos des temps modernes, ou de celle d'Aya Nakamura accompagnée de la garde Républicaine (excusez du peu...), les attaques odieuses contre Barbara Butch, DJ féministe, militante LGBTQI+ sont en même temps le signe de l'audace de la cérémonie et de la violence de forces réactionnaires bien réelles.

Bernard Arnaud ne s'est pas plaint du contenu de la cérémonie d'ouverture. Principal sponsor des JO, il sait saisir ce qui avance dans la société française et l'omniprésence des marques de son groupe, notamment Louis Vuitton et Dior, lui assure une reconnaissance et une valorisation de son image sans précédent.

On peut citer la prestation du groupe métal français Gojira, mondialement connu, dont les membres sont originaires des Landes, fervents défenseurs de Sea Sheperd, auteurs de paroles engagées sur le thème de l'écologie et qui ont mis en valeur la Révolution Française avec la chanteuse lyrique Ma-

rie Viotti (on aurait bien-sûr préféré voir une mise en scène de l'abolition des privilèges plutôt que Marie-Antoinette guillotinée...), l'hommage aux combats des femmes - Olympe de Gouges, Louise Michel, Gisèle Halimi, Simone de Beauvoir -, l'hommage aux travailleurs des chantiers de Notre Dame, et aux créateurs de la vasque Olympique ou du cheval d'argent métallique qui galopait sur la Seine, la formidable interprétation de Juliette Armanet de la chanson de John Lennon « Imagine », symbole de paix, d'antimilitarisme et même d'anticapitalisme (dixit un journaliste pendant le spectacle !), l'interprétation de la Marseillaise par la mezzo-soprano Axelle Saint-Cirel ou celle de Guillaume Diop, premier danseur étoile métis de l'Opéra de Paris.

Des corps racisés, queers, gros, qui se jouent des normes de genre, mis en valeur tout au long du spectacle, aux corps des artistes et athlètes de la cérémonie des JOP, c'est toute la diversité et la revendication d'égalité qui ont été mises en valeur.

Entre récupération par les forces du capital et valorisation des acquis des luttes contre les discriminations, repérons les points d'appui pour nos combats.

● Sylvie Larue



Ceux qui restent

Faire sa vie dans les campagnes en déclin

Dans un entretien passionnant, B. Coquard, sociologue, explique le vote massif pour le RN comme une « hégémonie politique » et un style de vie partagé par les campagnes en déclin.

Qui sont aujourd'hui les gens qui votent RN ? Quelles sont leurs préoccupations ? Il écrit à propos d'un milieu (les ruraux du grand Est) dans lequel il s'est immergé pendant plusieurs mois : les habitants des campagnes en déclin, ces gens que les médias comme les politiques connaissent mal et vis-à-vis desquels courent beaucoup de préjugés.

B. Coquard décrit de l'intérieur les vies et les relations sociales du milieu des ruraux restés dans les campagnes (les femmes partent plus que les hommes), et dans lesquelles existent de réels collectifs d'entraide, d'amitié et de convivialité : le clan ou la bande de potes auquel il est important d'appartenir et de se conformer, qui passe par le « d'abord nous » face aux difficultés économiques où le vote RN partagé est gage d'appartenance et de respectabilité.

Les gilets jaunes contre l'augmentation du carburant « on nous prend pour des vaches à lait » ont été le grand moment de révélation d'une sorte de « conscience de classe » face au mépris. « Sauver l'honneur » signifiait que l'appartenance aux Gilets Jaunes n'entacherait pas la réputation, chose importante. B. Coquard note aussi la présence inhabituelle en grand nombre des femmes qui subissent plus que les hommes les contraintes quotidiennes.

● Bénédicte Goussault

Ceux qui restent, Faire sa vie dans les campagnes en déclin, B. Coquard, Editions La Découverte, Octobre 2019, 216 p, 19 €



La vie et le soleil ! après l'effondrement...

Dans ce nouveau petit opuscule, l'auteur fait le point de quelques diagnostics sur la crise économique, la montée des totalitarismes, l'état du monde. Sans ambages ni fioriture.

Il propose de remplacer l'ONU par un **Organisme de Sauvegarde de la Terre** et s'interroge sur l'utilité de l'Europe, même si on pourrait trouver surestimé le rôle qui lui est conféré et regretter le silence sur les BRICS...

Guère optimiste, l'auteur décrit un degré zéro de la politique. Ce petit ouvrage « coup de poing » ne ménage pas ses coups : affaissement de la pensée, regard sévère sur les dialogues d'antan, perte de la parole et recul de l'écrit... alimentent des accents nostalgiques. L'impact des religions sur les relations suscite un vrai sujet : s'agit-il des religions-mêmes ? Ou de l'instrumentalisation qui en est faite ?

Sur l'Afrique ou les mutations écologiques, on appréciera les condensés et la pertinence. Quant à la Russie, faut-il s'en tenir aux « instincts grégaires » qui feraient ressurgir les horreurs du passé ou n'est-ce pas là une manifestation de notre société de dominations ?

Un petit document incisif, facile d'accès, qui peut nourrir bien des réflexions et alimenter nos débats.

● Patrick Vassallo

Gilbert Dalgalian, La vie et le soleil ! après l'effondrement... Éditions Les Imprimés, 2024, 78 p, 12€



Il était une fois une plage atlantique

Voyager ce sont des rencontres inattendues. Lors d'un voyage à Lisbonne j'ai découvert Sophia de Mello Breyner née en 1919 et décédée en juillet 2004 à Porto. Elle est l'une des plus importantes poétesses portugaises du 20^{ème} siècle. Elle a reçu le prix Camoes en 1999. En guise de mise en bouche voici quelques vers :

*Il était venu dans le Sud
En des jardins colorants
En des noires et lumineuses nuits
Poursuivant tel un tigre sa propre faim
Il encerclait le silence
Et fougueux il convoquait
Le poème écrit pour habiter sa vie*

Très vite j'ai été subjugué par son écriture, fluide, limpide. Une poésie impliquée dans les bouleversements de la vie politique portugaise. Elle atteint au fil du temps une qualité d'écriture épurée remarquable. Pour conclure elle déclarait en mai 1975 lors du 1^{er} congrès des écrivains portugais : « Nous savons que la vie n'est pas une chose et la poésie une autre. Nous savons que la politique n'est pas une chose et la poésie une autre. Nous rejetons donc l'usage bourgeois de la culture qui sépare le cerveau de la main. Qui sépare le travailleur intellectuel du travailleur manuel. Qui sépare l'homme de lui-même, des autres et de la vie. Et parce que désaliéner, conquérir la plénitude de chaque homme est le but radical de toute politique révolutionnaire ».

Une poétesse à découvrir ou redécouvrir

● Daniel Rome

Il était une fois une plage atlantique, Sophia de Mello Breyner, Éditions du Canoë, Juin 2021, 48 p, 10 €



Glissement de terrain

Fort d'Aubervilliers, ses jardins ouvriers de la plaine des vertus. Un patrimoine dont une partie des 7 ha est visée depuis des années par divers projets : il faut du logement social, des locaux et des bureaux pour financer les équipements publics...

Eve Charrin décrit cette lutte, les jardiniers divisés, dans l'indifférence des prolos locaux. Après Notre-Dame-des-Landes, avant l'A69 et Sainte-Soline, cette JAD (Jardins A Défendre) est une nouvelle résistance à la densification urbaine - nous sommes ici à un kilomètre du périph' -, en plein réchauffement climatique entre le cirque Zingaro et la nouvelle station de la ligne 15.

L'auteure, journaliste, s'est entretenu avec les actrices et acteurs du projet, jardinier-e-s, décideurs, avocats... Une ténacité argumentée, peu relayée dans les institutions locales, tant cette piscine était attendue. Alors que Saint-Denis, ville voisine, aura sa piscine olympique sur le site de l'ancien centre de recherche gazier et qu'Aubervilliers est une des villes les moins végétales du pays... Dommage que l'anticommunisme (?) résiduel de l'auteure lui fasse reprendre sans barguigner la thèse de Daeninckx sur l'alliance des communistes albertvillariens avec les gangsters. Sans dire un mot du système Lagarde et de l'UDI locale (parti de la nouvelle maire) dont les pratiques maffieuses intéressent la justice. Pas un mot non plus sur la loi JO qui spolie les autorités locales d'une partie de leurs prérogatives.

Nonobstant ces réserves, une lecture à ne pas rater.

● Patrick Vassallo

Eve Charrin, *Glissement de terrain*, Editions Bayard récits, 2024, 240 p, 19€



Le justicier d'Athènes

Le décor est planté dès les premières lignes du livre. Quatre retraitées retrouvées mortes dans le même appartement. Un mot pour expliquer leur détresse : « nous sommes quatre retraitées sans famille... D'abord on nous a réduit nos retraites... puis nous avons cherché un médecin mais ils étaient en grève... Quand ils nous ont enfin prescrit nos médicaments, on nous a dit que nos mutuelles n'avaient plus d'argent, qu'il fallait payer de notre poche... Nous avons compris que nous étions un poids pour l'État... et toute la société. Nous partons pour éviter cette charge... ».

La Grèce, sous le joug des injonctions de la Troïka, est plongée dans une crise profonde. Grèves, luttes, affrontements avec les militants d'Aube Dorée ponctuent chaque jour qui passe.

C'est dans ce contexte qu'un justicier met en œuvre une opération de collecte des impôts un peu particulière... Menaces auprès des mauvais payeurs et exécution de ceux qui refusent de payer leur quote-part à l'état !

Le commissaire Charitos mène une enquête laborieuse pour démasquer le « percepteur national » - c'est ainsi que se nomme le meurtrier qui devient un héros national. L'enquête piétine. On s'impatiente au plus haut sommet de l'Etat.

Un polar au cœur de l'actualité sociale grecque des années 2010.

● Sylvie Larue

Le justicier d'Athènes, Petros Markaris, traduit et postfacé par Michel Volkovitch, paru en 2014 aux Editions du Point, puis en avril 2024 aux Editions Cambourakis, 12,50 €



Vietnam, entre le meilleur et le pire

Instituteur biterrois à la retraite, André Menras nous propose le récit de 50 années de fidélité au Vietnam et de militance, sa lutte de libération, ses objectifs et ses limites. Ce témoignage sans faux semblants raconte les engagements d'une jeunesse internationaliste, dévouée à la lutte anticoloniale et au soutien au peuple vietnamien. Mais lucide, vigilant, non sans humour, ce récit nous fait partager l'ambition d'une époque, les affections d'un militant pour les pêcheurs, les ouvriers, les « petites gens » et sa propre distance avec les appareils, certains dirigeants ou pays (faux ?) amis.

Déterminé - au point qu'il fit deux ans de bagnage, qu'il bataille toujours pour les inclure dans son droit à pension - honoré par la nationalité vietnamienne, l'auteur tient à faire partager son combat et les complexités de la réalité de ce pays, pour lequel il a déjà publié trois documentaires.

A l'heure où la recomposition du monde se profile et où l'altermondialisme cherche sa voie, ce livre documenté, engagé et stimulant participe à notre compréhension du monde d'une fort belle façon. Et l'effort réalisé pour éviter toute binarité et montrer soigneusement contradictions, dynamiques et ambivalences est une vraie preuve de rigueur politique.

● Patrick Vassallo

André Menras, *Vietnam, entre le meilleur et le pire*, Éditions Indes-savantes, 2024, 380 p, 29€



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

Avignon 2024

3 Juillet : Avignon bruisse, Avignon palpète, Avignon chauffe ; la politique et les questions sociales qui nous ont tant préoccupées ces derniers mois n'ont pas perdu leurs droits mais elles se jouent maintenant sur scène et à travers le théâtre... qui leur donne tout leur sens : les questions de pouvoir, de démocratie, de justice, d'égalité, de rapports de genre sont bien présentes à Avignon...

Le Portugais Tiago Rodrigues dramaturge, homme de théâtre, qui dirige le festival depuis 2022 à la suite d'Olivier Py, le dit haut et fort « ce serait une trahison à l'histoire du festival que de collaborer avec l'extrême-droite ». Sa pièce « Hecube, pas Hecube » dans la carrière de Boulbon, le prouve : inspirée d'Euripide, elle articule tragédie grecque et problème d'actualité de la maltraitance d'enfants handicapés.

L'Espagne est le pays et la culture en vedette en 2024 à Avignon ; **Angelica Liddell dans la cour d'honneur (première femme réalisatrice dans la cour d'honneur !)** nous décoiffe encore une fois avec « **Damon ou les funérailles de Bergman** » qu'elle admire depuis toujours en parlant de « pornographie de l'âme... ce dont on n'ose pas parler dans les dîners en ville ».

On pourrait évoquer Absalon, Lacrima, Qui som ? ou même Cercles de Boris Charmatz qui nous a tant déçu...

Comme chacun le sait la programmation du festival d'Avignon se répartit entre « inn » et « off », le Inn est institué, connu et reconnu, médiatisé ce qui le rend plus convenu et plus attendu que le off dans lequel 1400 troupes se produisent souvent très jeunes et surtout pleines d'imagination, de surprises et d'inventions théâtrales.

Par exemple, « **Le repas des gens** » petit dîner intime d'un couple sur scène qui s'étonne de la présence du public, **une réflexion sur ce qu'est le théâtre dans un va et vient entre vie quotidienne ordinaire** et théâtralisation dans un excellent jeu d'acteurs.

A côté de « grandes œuvres », Avignon reste une vitrine irremplaçable pour des productions plus « modestes », à l'instar de « C'est comme ça » – spectacle pour changer le monde en 1 heure » d'Yvan Loiseau, par ailleurs créateur de la plus grande table du monde. Ou de « Chaudun, la montagne blessée », de notre ami Laurent Eyraud-Chaume, Compagnie du Pas de l'oiseau, récitant l'épopée d'un village qui lutte pour sa survie.

Dans les discussions et rencontres au gré des rues et des scènes, l'inquiétude était palpable après les résultats électoraux et la perspective du RN au gouvernement. La culture et le spectacle vivant, aussi, sont une plaque sensible de la société.

● **Bénédicte Goussault, Patrick Vassallo**